

Numéro 99 - 18 juillet 2016

**Non aux États-Unis des monopoles de l'Amérique du Nord
et à leur programme de guerre!**

Le discours belliciste du président des États-Unis aux deux chambres du Parlement canadien

- Enver Villamizar -



Manifestation contre le Sommet des dirigeants nord-américains le 29 juin 2016 à Ottawa

Le 29 juin, le président des États-Unis Barack Obama s'est adressé à la séance conjointe du parlement à la Chambre des communes peu après la conclusion le même jour du Sommet des dirigeants nord-américains. Obama a prononcé son discours alors que s'achève sa présidence de huit ans et au moment où les États-Unis sont plongés plus que jamais dans une crise sociale, que des jeunes hommes noirs et des gens d'autres sections de la population sont tués en toute impunité par la police et que les États-Unis sont engagés dans plus de guerres et de conflits qu'ils ne l'ont jamais été. Le discours a aussi été prononcé dans le contexte de la campagne électorale aux **États-Unis** dont le thème officiel est devenu celui d'« unir la nation » derrière un président de guerre capable de « redonner sa grandeur à l'Amérique ».

En dépit des conditions qui règnent aux États-Unis et de la résistance des peuples du monde à

l'imposition par les États-Unis du programme néolibéral des monopoles par le recours à la force, Obama a utilisé l'occasion pour se donner une image de dirigeant expérimenté qui va passer le flambeau de ce qui est qualifié de « valeurs progressistes » au jeune Trudeau. Le correspondant du réseau CBC Murray Brewster a décrit ainsi ce qui s'est passé : « Le président des États-Unis Barack Obama a passé le flambeau de la politique progressiste au premier ministre Justin Trudeau lors d'un discours chaleureux et vibrant au Parlement dans lequel il a aussi exhorté avec force le Canada à accroître ses dépenses dans le secteur de la défense afin d'assumer ses obligations internationales. »

Dans ses remarques, Obama a présenté le programme des États-Unis des monopoles de l'Amérique du nord et la position que le Canada doit y occuper, laquelle avait déjà été élaborée en secret derrière des portes closes entre différents représentants des deux exécutifs. Selon cet arrangement, le Canada est une entité servile qui reçoit ses instructions des États-Unis. Dans cet arrangement, Trudeau est acclamé par Obama comme étant son digne successeur en matière de « droits » et de soi-disant valeurs progressistes afin de paralyser le mouvement populaire, en



particulier en ce qui concerne les questions relatives à la guerre et à la paix qui existent entre les deux pays. Le discours a préparé le terrain à un nouvel arrangement en ce qui a trait aux États-Unis des monopoles de l'Amérique du Nord dans lequel Trudeau est le gant de velours qui recouvre la main de fer du néolibéralisme et de la guerre des impérialistes américains ayant à leur tête la présidente de guerre envisagée Hillary Clinton. Obama est venu au Canada pour exposer aux Canadiens le rôle que le pays doit jouer au service de l'effort de l'impérialisme américain pour préserver sa position dominante et supprimer tout mouvement indépendant des peuples pour le Nouveau.

Il n'en est pas moins dégoûtant de voir un président de guerre comme Obama, qui a autorisé la guerre des drones et une politique d'assassinats ciblés plutôt que de fournir une réponse politique aux problèmes, recevoir une ovation debout prolongée et des vivas quand il est entré à la Chambre des communes pour s'adresser à la session conjointe des deux chambres et aux invités spéciaux. Il a reçu environ 20 ovations debout de tous les partis et invités pendant son discours. Même une fois son discours terminé, les cris « Quatre ans de plus » ont résonné à la Chambre. De l'avis de l'auteur de cet article, cela rappelait l'époque où Hitler a marché sur l'Autriche lors de l'Anschluss en 1938 et que le chef du gouvernement autrichien installé par les nazis l'a accueilli à bras ouverts, lui et son armée d'occupation, ouvrant volontairement les frontières à l'armée nazie et offrant le pays, ses ressources naturelles et humaines de même que son territoire et ses forces armées à la machine de guerre nazie. Ce fut le prélude aux invasions et aux occupations d'autres pays et à la Deuxième Guerre mondiale.

Les propos sur les « valeurs communes »

Le discours d'Obama était truffé de références aux valeurs américaines et canadiennes, que celui-ci a présentées comme étant universelles, à la manière de Trudeau quand il a déclaré qu'il n'y avait pas d'identité fondamentale canadienne, juste un ensemble de valeurs communes. De cette façon, Obama et Trudeau écartent du revers de la main toute notion de pays et de peuples indépendants dans l'hémisphère nord-américain et promeuvent l'établissement d'un État nord-américain unique. Obama a dit : « Notre histoire et notre travail témoignent d'un ensemble de valeurs communes que nous devons encore développer, des valeurs qui ont fait leurs preuves, des valeurs que le premier

ministre a évoquées dans ses remarques d'ouverture, des valeurs de pluralisme et de tolérance, de primauté du droit, d'ouverture, d'engagement mondial, de commerce, de coopération, combinées avec l'égalité des chances et des investissements au pays en faveur de notre population. » Il a parlé à un moment donné des « couleurs du drapeau arc-en-ciel » qui illuminent la Maison-Blanche et flottent sur la colline du Parlement comme d'un exemple des valeurs communes des deux pays ».



Honte aux partis politiques présents sur la colline du Parlement qui ont agi comme si les meurtres racistes en cours de jeunes noirs aux États-Unis n'existaient pas et comme si n'existaient pas non plus le ciblage et le piégeage des musulmans, les attaques contre les travailleurs immigrants, les politiques pour payer les riches et les préparatifs massifs pour la guerre. Ce fut une déclaration d'appui à la prise de contrôle du pouvoir exécutif dans un effort pour éviter la guerre civile et « redonner leur grandeur aux États-Unis ». Obama a dit : « C'est parce que nous respectons tous les peuples que le monde entier nous considère comme un exemple. » Tout cela a comme objectif de faire en sorte que le mouvement

antiguerrre soit détruit et que le corps politique soit dépolitisé. Avec l'appui du système cartel de partis et de toutes les ailes « extraparlimentaires » et de toutes les organisations sociales au service de ce projet, on cherche à priver de tout pouvoir les peuples des États-Unis, du Canada et du Mexique de sorte qu'ils soient incapables de mener la lutte de résistance et de défendre les droits de tous. Même les naïfs ne croient pas qu'on peut se fier aux impérialistes américains au pays ou dans le monde pour défendre les droits des peuples. Nous savons d'expérience que notre sécurité réside dans la lutte pour les droits de tous.

Obama a vanté Trudeau pour son « leadership moral », donnant comme exemple l'engagement de Trudeau à la réconciliation et à une nouvelle relation avec les peuples autochtones et son accueil des réfugiés syriens à l'aéroport. Il a parlé comme si lui-même brûlait d'envie de faire la même chose dans son pays. C'est par des propos comme ceux-là qu'Obama a cherché à passer le flambeau à Trudeau en tant que conscience morale de l'impérialisme de la « troisième voie » des États-Unis des monopoles de l'Amérique du Nord sous la baguette du commandant en chef Hillary Clinton.

Dans sa promotion de Clinton comme prochaine présidente des États-Unis, Obama a mis l'accent sur le fait qu'elle est une femme pour faire oublier qu'elle cherche à occuper la position de présidente de guerre. Évoquant les quelques mois pendant lesquels Kim Campbell est devenue première ministre conservatrice après la démission de Brian Mulroney, Obama a dit qu'« ici au Canada, une femme a déjà occupé la plus haute position au pays. Aux États-Unis, pour la première fois, une femme sera probablement chef d'un grand parti et peut-être présidente ». Il a poursuivi sa diversion, disant que « notre travail ne sera pas terminé tant que toutes les femmes de notre pays ne seront pas en tout point égales, payées également, traitées également, ayant les mêmes chances que les hommes et tant que nos jeunes filles n'aient pas les mêmes opportunités que nos garçons ».

La prétention que le libre-échange néolibéral est « progressiste »

Obama s'est aussi ingéré directement dans la politique canadienne en essayant de désinformer l'opposition qui existe au Canada contre le Partenariat transpacifique (PTP). Il a dit que le PTP est nécessaire à cause des tarifs inéquitables et des autres pratiques qui sont mises en oeuvre par les pays de la région de l'Asie-Pacifique qui n'agissent pas selon les règles. Le PTP serait nécessaire

pour qu'on puisse pénétrer leurs marchés comme ils pénètrent les nôtres. Obama a ensuite repris à son compte les arguments bidons du temps de Bill Clinton au sujet de la Zone de libre-échange des Amériques à l'effet que le « libre-échange » est une mesure progressiste qui va défendre les droits des travailleurs et même limiter les attaques des monopoles mondiaux contre les travailleurs. La vie a démontré tout le contraire. Il a essayé d'en appeler à la conscience morale des Canadiens, dont Trudeau serait le champion : « Cela nous donne aussi l'opportunité d'accroître les protections des travailleurs et de l'environnement et de promouvoir les droits humains, dont des interdictions fermes du travail humain et du travail des enfants », a-t-il dit. Il a ajouté : « De cette façon, nos travailleurs participeront à une concurrence à chances égales et **nos entreprises seront moins enclines à pratiquer le nivellement par le bas.** » (notre souligné - LML)

De tels sophismes sont typiques de la présidence d'Obama et le gouvernement Trudeau les a entièrement adoptés en tant qu'expert de la déformation et de la présentation de la violation des droits comme quelque chose de progressiste. C'est précisément cela le rôle qu'Obama réserve à Trudeau dans les nouveaux arrangements, espérant ainsi détruire les mouvements populaires de résistance et l'opposition des peuples à la guerre et à l'exploitation au pays et à l'étranger.



Maintenant l'image d'un partenariat idyllique entre les États-Unis et le Canada sur la base de valeurs communes, Obama a dit que « les seules forces qui traversent nos frontières sont les armées de touristes et de gens d'affaires et les familles qui viennent faire des achats et faire des affaires et visiter leurs proches. Les seules batailles que nous ayons à mener sont celles qui se déroulent sur notre propre patinoire. » Il a dit cela comme si les forces de sécurité des États-Unis et l'armée américaine n'opéraient pas déjà ouvertement et clandestinement en sol canadien et comme si les forces armées du Canada n'étaient pas sous commandement américain par le biais de NORAD et d'autres arrangements en vertu desquels les forces armées des deux pays agissent ensemble dans le monde.

Des « valeurs universelles » au service de la guerre et de l'ingérence impérialistes

Après avoir tenté d'établir les « valeurs communes » du Canada et des États-Unis et avoir conté des histoires pour masquer l'intrusion impérialiste américaine massive dans la vie des Canadiens, Obama a cherché à insuffler un peu de vie au concept colonial discrédité du fardeau de l'homme blanc. Il l'a reformulé pour l'époque moderne en tant que « responsabilité de protéger », ce concept dont les libéraux historiquement ont été d'ardents promoteurs. Une fois de plus, les États-Unis comptent sur le Canada pour fournir les justifications « morales »



à l'agression et à l'occupation impérialistes au nom de la « protection des innocents ». « En fait, a-t-il dit, les États-Unis et le Canada croient que notre sécurité, pas seulement notre prospérité, progressent lorsque nous défendons les droits de toutes les nations et de tous les peuples de vivre en sécurité et en paix. » « Je ne crois pas que ce sont des valeurs américaines, canadiennes ou

occidentales. Je crois et Justin croit et j'espère que vous tous croyez que ce sont des valeurs universelles et que nous devons faire preuve d'audace en les défendant au pays et dans le monde et ne pas craindre de parler au nom de ces valeurs de pluralisme, de tolérance et d'égalité. » Puis, disant franchement ce que sera ce rôle qui sera dévolu à ce moment-ci au Canada au sein du système impérialiste mondial d'États, il a dit que « je crois que parfois nous sommes timides dans notre défense de ces valeurs. C'est pourquoi nous allons continuer à défendre ces droits inaliénables ici même dans notre hémisphère dans des endroits comme Cuba et le Venezuela et dans des pays plus lointains, les droits des citoyens au sein de la société civile de parler librement et de travailler au changement, les droits des journalistes de rapporter la vérité, les droits des gens de toutes les confessions de pratiquer librement leur religion. »

Stéphane Dion n'a pas perdu de temps et juste huit jours plus tard il a émis une déclaration dans laquelle il s'ingère directement dans les affaires intérieures du Venezuela, en particulier de son système juridique. Dion a demandé la libération du dirigeant contre-révolutionnaire vénézuélien et criminel condamné Leopoldo López et d'autres comme lui qui ont été condamnés en vertu de la loi vénézuélienne pour avoir incité à la violence et commis d'autres crimes. Il les a qualifiés de prisonniers politiques afin de détourner l'attention de leurs crimes et promouvoir le mensonge à l'effet que le gouvernement supprime la dissidence.

Obama a également parlé de la Colombie et du processus de pays qui se déroule dans ce pays afin de mettre fin à la guerre vieille de décennies armée, financée et instiguée par les États-Unis sous de multiples prétextes dont celui de la guerre au trafic de la drogue. Il a parlé de l' « Amérique du Nord » comme d'un partenaire et a dit que « la Colombie s'apprête à réaliser une paix historique et les pays d'Amérique du Nord vont être un partenaire important dans les progrès réalisés par la Colombie, notamment en aidant à enlever les mines terrestres ». Puis, huit jours plus tard encore une fois, la ministre du Développement international Marie-Claude Bibeau s'est rendue en Colombie, son premier voyage en Amérique latine, pour faire la promotion de projets d'après-conflit que le Canada veut entreprendre pour « les femmes, les jeunes filles et le déminage » .

Annexion des ambassades canadiennes en tant qu'instruments de l'impérialisme

Obama a aussi discuté du programme que les libéraux ont entrepris visant à compléter l'annexion du corps diplomatique du Canada aux manœuvres de l'impérialisme américain de déstabilisation et de changement de régime . « Partout dans le monde, les diplomates canadiens et américains travaillent ensemble à faire une différence », a-t-il dit. C'était une référence au fait que le gouvernement Trudeau a demandé qu'on s'ingère dans les affaires intérieures des pays au nom de la promotion des « droits humains et de la liberté » en tant qu' « activité centrale » de tous les ambassadeurs et des autres chefs de mission. Comme l' a annoncé le ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion le 17 mai, la performance de toutes les ambassades va être examinée et évaluée sur la base de leur promotion « des droits humains, des libertés et de l'inclusion » dans les pays étrangers. Cela coïncide avec la création par le gouvernement libéral du nouveau Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion. Les ambassades canadiennes deviennent en quelque sorte un laboratoire de la promotion des « valeurs canadiennes » et de l'utilisation des médias sociaux pour contacter directement et promouvoir de douteux « activistes des droits humains » dans des pays ciblés où les États-Unis visent le changement de régime. Au Venezuela, l'ambassadeur du Canada est un spécialiste de ce type de « diplomatie directe ». En Syrie, il a été révélé récemment qu'un ambassadeur canadien a joué un rôle clé dans la mobilisation et la coordination des forces qui cherchent un changement de régime. Il semble qu'avec le gouvernement Trudeau, ce genre d'activités devient la norme et cela au moment où les peuples du monde méprisent les ambassades américaines qui servent l'intervention étrangère.

Les États-Unis veulent que le Canada joue un plus grand rôle dans l'OTAN



Piquet à Halifax le 9 juillet 2016 contre le Sommet de l'OTAN qui se tenait à Varsovie

Obama a demandé que plus de ressources et plus de membres des forces armées soient placés sous commandement américain par le biais de l'OTAN afin de réprimer les peuples d'Europe de l'Est et de menacer la Russie et d'autres pays de la région qui ne sont pas membres de l'OTAN. « Pendant ce temps, lorsque des pays violent les règles et les normes internationales, comme la Russie par son agression contre l'Ukraine, les États-Unis et le Canada sont unis, de concert avec nos alliés, pour défendre notre sécurité collective », a-t-il dit.

« Pour accomplir cela, nous avons besoin d'un ensemble d'outils, dont les sanctions économiques. Mais nous devons également maintenir nos forces prêtes aux missions du XXI^e siècle et investir dans de nouvelles capacités. En tant que votre allié et ami, laissez-moi vous dire que nous serons plus en sécurité lorsque chaque membre de l'OTAN, y compris le Canada, va contribuer sa juste part à notre sécurité commune. Si je peux me permettre d'emprunter une phrase, je dirai que le monde a besoin de plus de Canada », a-t-il dit, recevant une de ses 20 ovations debout. Pendant l'ovation, Obama a dit que « l'OTAN a besoin de plus de Canada. Nous avons besoin de vous. Nous avons besoin de vous. »

Dix jours plus tard, lors du Sommet de l'OTAN à Varsovie, le Canada annonçait l'augmentation du nombre de ses soldats déployés en Europe de l'Est et dans les États baltes. Cela comprend un bataillon en Lettonie et une présence navale et aérienne accrue pour harceler et provoquer la Russie sur terre, dans les airs et sur mer.

Tout de suite après le Sommet de l'OTAN, le premier ministre Trudeau et la ministre du commerce international Chrystia Freeland ont visité l'Ukraine pour y signer un traité de libre-échange et y observer les troupes canadiennes en action avec les forces militaires ukrainiennes. Les soldats canadiens prenaient part à des exercices de guerre visant « les rebelles soutenus par la Russie dans l'est de l'Ukraine ». Autrement dit, l'objectif est de supprimer l'opposition et la résistance des Ukrainiens au régime installé en Ukraine en 2014 par le coup soutenu par les États-Unis.



Obama a aussi appelé à un engagement accru du Canada dans la « guerre à la terreur » perpétuelle.

« Avec les contributions du Canada, comme la formation des forces irakiennes, notre coalition est à l'offensive en Irak et en Syrie et nous allons détruire le groupe terroriste EIIL. Nous allons les détruire. Nous allons continuer d'aider les forces locales et de partager l'information de l'Afghanistan aux Philippines afin de pouvoir faire reculer sérieusement les réseaux terroristes. »

Quelques jours plus tard, le Canada annonçait l'octroi d'un montant de 465 millions \$ pour continuer le financement des Forces de sécurité et de défense de l'Afghanistan que les États-Unis forment et accompagnent dans leurs missions et pour « appuyer les droits et l'autonomisation des femmes et des filles », et « contribuer à répondre aux besoins essentiels des Afghans ». Le ministre canadien de la Défense Harjit Sajjan s'est aussi rendu en Irak la semaine dernière pour rencontrer des représentants « irakiens et kurdes » et inspecter les troupes canadiennes qui sont placées sous commandement américain dans le cadre de la Coalition mondiale contre l'EIIL dirigée par les États-Unis. Le gouvernement a annoncé que Sajjan va participer à un sommet des ministres de la défense de la coalition.

Le passage du flambeau d'Obama à Trudeau et l'appui obséquieux qu'il a reçu à la Chambre des communes de la part des députés démontre bien les stratagèmes qui sont à l'oeuvre pour entraîner davantage le Canada dans les États-Unis des monopoles de l'Amérique du Nord pour leur permettre de dominer leurs rivaux à l'échelle internationale en ayant recours à la force. Voilà le programme qu'Obama est venu vendre au Canada et qu'il demande à Trudeau d'appliquer. Tout cet écran de fumée montre une fois de plus que les Canadiens doivent développer le mouvement pour établir un gouvernement antiguerre qui va retirer le Canada de l'OTAN et de NORAD et des autres alliances et arrangements militaires agressifs qui mettent les forces armées canadiennes et le territoire à la disposition des États-Unis.



Piquet à Edmonton le 9 juillet 2016 pour sortir le Canada de l'OTAN

Quoi qu'on pense d'Obama en tant qu'individu, ou de Trudeau à cet égard, il reste que les peuples canadien, québécois et autochtones ont leur propre pensée et ont le droit de décider de la direction de leur société. Ils font cause commune avec le peuple américain qui s'oppose lui aussi aux guerres d'agression et d'occupation et ne veut pas que ses fils et filles soient envoyés à l'étranger pour massacrer d'autres personnes et être eux-mêmes massacrés. Les Canadiens doivent lutter pour la paix en développant leur propre projet d'édification nationale qui rejette cette annexion aux États-Unis des monopoles de l'Amérique du nord. L'opposition des travailleurs du Canada, des États-Unis et du Mexique aux accords néolibéraux de libre-échange et à la guerre impérialiste en fait partie. Le Canada doit être un facteur de résolution pacifique des conflits, de non-ingérence dans les affaires des autres pays et de relations fraternelles entre tous les peuples du monde. Voilà

la position des Canadiens qui a été entièrement masquée par l' « accueil chaleureux » qu'Obama a reçu de la part de ceux qui ont usurpé leur position d'élus en faisant jouer leurs positions de privilège et de pouvoir.



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca